

Points

De la Polynésie française

conjoncture

02

TE AVEI'A

Premier trimestre 2012

UNE ÉCONOMIE AU MÊME RYTHME QUE SON TOURISME

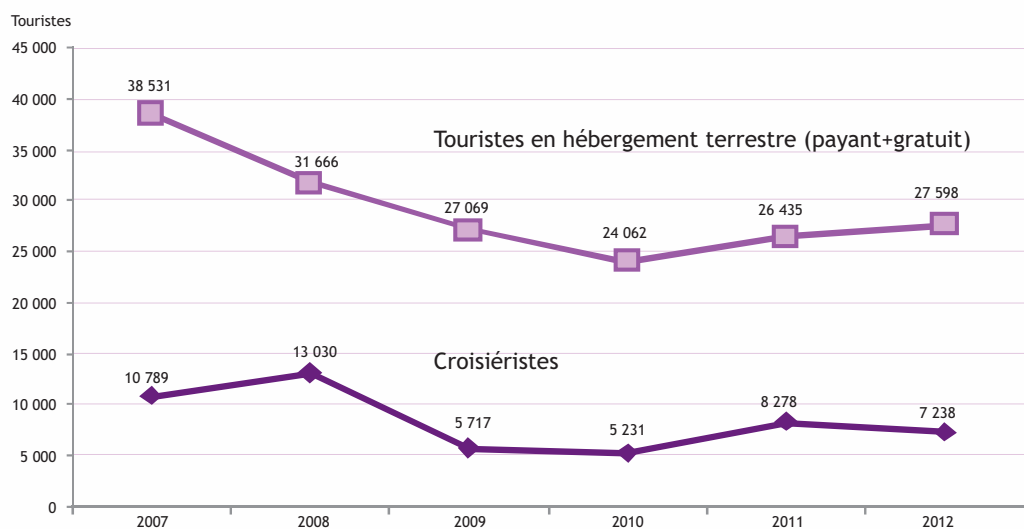
Au premier trimestre 2012, la situation conjoncturelle de nos partenaires commerciaux est contrastée, avec une zone euro plutôt morose, tandis que les États-Unis et le Japon alimentent les échanges mondiaux.

En Polynésie française, le début de l'année 2012 continue de bénéficier de la dynamique du léger rebond observé fin 2011. L'activité se maintient au premier trimestre, mais un fléchissement des indicateurs au mois de mars laisse présager un nouveau ralentissement au deuxième trimestre.

le chiffre +4,4 %

Le nombre de touristes en hébergement terrestre (80 % des touristes) progresse de 4,4 % entre les premiers trimestres 2011 et 2012.

FRÉQUENTATION TOURISTIQUE AU PREMIER TRIMESTRE DE CHAQUE ANNÉE



Source : ISPF



INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Janvier

- le 01 • FRANCE - Prix :** le prix du gaz augmente de 4,4 % au 1^{er} janvier.
- le 01 • FRANCE - Salaires :** le montant horaire brut du Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance (SMIC) passe de 9,19 euros à 9,22 euros.
- le 01 • UNION EUROPÉENNE - Présidence :** le Danemark succède à la Pologne à la présidence de l'Union Européenne. Le royaume danois prend ses nouvelles fonctions dans un contexte de crise de la zone euro dont il ne fait pas partie.
- le 05 • JAPON - Pêche :** un thon rouge de 269 Kg a été vendu au prix record de 565 000 euros lors de la première vente aux enchères de l'année au marché aux poissons de Tsukiji à Tokyo. Il s'agit du thon le plus cher de l'histoire du Japon, après le record de 32,49 millions de yens atteint l'an dernier pour un thon de 342 kilos. Le Japon consomme 80 % des thons rouges pêchés dans le monde, notamment sous forme de sushi. Mais le thon de qualité supérieure est de plus en plus apprécié en Chine et la participation des Chinois aux enchères fait grimper les prix.
- le 22 • CROATIE - Union Européenne :** les Croates ont dit « oui » à 67 % à l'adhésion de leur pays à l'Union européenne (UE). Si les 27 nations de l'UE effectuent le même choix, la Croatie deviendra le 28^{ème} État membre de l'Union européenne en juillet 2013.

Février

- le 17 • MONDE - Énergie :** le cours du baril de pétrole (brent) est monté jusqu'à 92 euros. Les tensions avec l'Iran et la faiblesse de l'euro expliquent cette inflation. Le précédent pic remontait au 4 juillet 2008 : le brent s'était hissé alors jusqu'à 91,34 euros. En revanche, pour un prix exprimé en dollar, le record absolu reste celui de 2008 - 143,15 dollars contre 120,35 depuis le début de l'année.
- le 24 • CHINE - Finance :** la Banque centrale de Chine réduit le ratio de réserves obligatoires des banques de 50 points de base à 20,5 %. Le gouvernement chinois a arrêté pour 2012 un objectif de croissance du PIB de 7,5 % ainsi qu'un taux d'inflation limité à 4 %.
- le 28 • USA - Emploi :** l'économie américaine a créé plus d'emplois que prévu en février (227 000 postes). Mais le chômage reste stable à 8,3 %. Cela marque néanmoins le point le plus bas pour le chômage aux États-Unis depuis trois ans. Les données de décembre et janvier ayant été révisées favorablement (61 000 emplois créés en plus au cours de cette période), c'est la première fois depuis le début de l'année 2011 que les créations nettes de postes dépassent 200 000 unités durant trois mois consécutifs.
- le 28 • ZONE EURO - Emploi :** le nombre de chômeurs en zone euro a dépassé 17 millions en février 2012 pour la première fois de son histoire, avec 17 134 millions de personnes sans emploi au sens du BIT (aucune activité, y compris réduite). Depuis le mois de mai dernier, la progression du nombre de personnes sans emploi est ininterrompue en Europe et la situation s'est aggravée depuis fin 2011. Sur un an, on compte en zone euro près de 1,5 million de chômeurs supplémentaires, un rythme pas encore aussi grave que lors de la récession de 2008-2009 mais qui commence à y ressembler. Le taux de chômage en zone euro atteint 10,8 %, au plus haut depuis 25 ans. La progression est là aussi très rapide sur les derniers mois, avec une hausse de 0,5 point en l'espace de 6 mois.

Mars

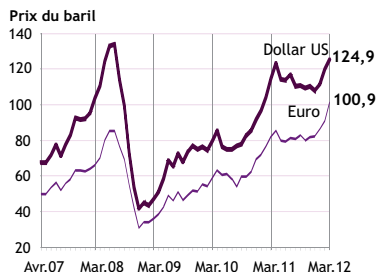
- le 13 • CHINE - Terres rares :** face aux nouvelles restrictions imposées par la Chine sur ses exportations de terres rares, les États-Unis, le Japon et l'Union européenne ont déposé une plainte devant l'OMC, le gendarme du commerce mondial. « La Chine restreint de plus en plus ses exportations, ce qui provoque des distorsions massives et des interruptions dommageables de la chaîne d'approvisionnement de ces matériaux sur le marché mondial », a indiqué le secrétaire américain au Commerce Ron Kirk dans un communiqué.

INDICATEURS

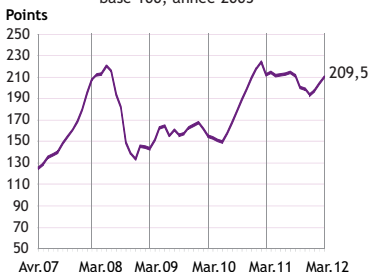
INDUSTRIE

Source : Banque mondiale

Cours du pétrole
(brent "daté")



Indice mensuel des matières premières - alimentaires
base 100, année 2005



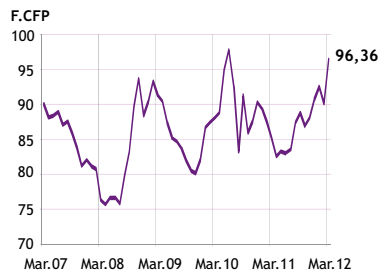
Indice mensuel des matières premières - Métaux et minéraux
base 100, année 2005



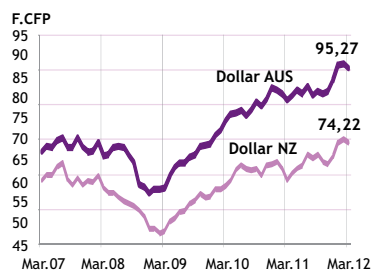
CHANGE

Source : Banque de Polynésie

Dollar américain



Dollars australien et néo-zélandais



100 Yens



INDICES BOURSISERS

source : yahoo finances

Dow Jones



Nikkei 225



Eurostoxx



PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES - DONNÉES BRUTES - 1^{ER} TRIMESTRE 2012

	PIB (provisoire)		Indice des prix à la consommation Var. sur 1 an	Taux de chômage en fin de trimestre	Taux directeur Banques centrales	Dernier changement
	Var. sur 3 mois	Var. sur 1 an				
États-Unis	1,9 %	2,0 %	2,1 %	8,2 %	0,25 %	17/12/08
Zone Euro	0,0 %	-0,1 %	2,7 %	11,0 %	1,0 %	08/12/11
France ¹	0,0 %	0,3 %	2,6 %	10,0 %	1,0 %	08/12/11
Japon	1,2 %	2,8 %	0,5 %	4,5 %	0,0 %	06/10/10
Australie	1,3 %	4,3 %	1,6 %	5,1 %	4,3 %	07/12/11
Nouvelle-Zélande	1,1 %	2,4 %	1,6 %	6,7 %	2,5 %	10/03/11
Chine	1,8 %	8,1 %	3,6 %	4,1 % ²	6,6 %	06/07/11

1 : Les Départements d'Outre-Mer sont inclus pour le taux de chômage et l'indice des prix.
2 : Taux de chômage urbain (seul taux officiel).

Sources : Instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, OCDE, Eurostats.

ACTUALITÉ LOCALE

Janvier

- le 01 • BUDGET - Fiscalité :** la taxe sur la consommation des tabacs et alcools importés (TCTAI) passe de 5 % à 60 % sur les cigarettes, cigares et cigarillos, et de 5 % à 20 % sur les alcools. Les taxes sur les produits originaires de l'Union européenne font leur apparition (2 à 4 %). Les PPN ne sont pas concernés. Le gouvernement en espère un rendement de deux milliards de F.CFP. La franchise postale revient à 10 000 F.CFP : il faudra désormais payer 5 % de taxes pour un colis dont le montant se situe entre 10 001 et 29 999 F.CFP. Le gouvernement attend 120 millions de recettes supplémentaires en 2012.
- le 23 • TOURISME - Croisières :** le paquebot de croisière « Rotterdam » est en escale à Papeete et repartira pour se rendre à Moorea avec 1 335 passagers et 585 membres d'équipage. Ses escales dans les îles : Raiatea, Bora-Bora, Moorea, Rangiroa, Nuku-Hiva.
- le 31 • BTP - Assainissement des eaux :** le grand projet d'assainissement des eaux usées constitue la priorité majeure de l'année 2012 pour le maire de Papeete. Ce projet, qui a débuté le 30 janvier 2012, est composé de la construction de 7 kilomètres de réseaux de collecte des eaux usées sous les voies communales et territoriales, d'une station d'épuration des eaux usées à Fare Ute ainsi qu'un émissaire en océan situé à 300 mètres au-delà de la digue de Motu Uta. La mise en oeuvre du projet nécessite un investissement à hauteur de 4 milliards 700 millions de F.CFP, qui sera financé en partie par l'État, par le pays ainsi que par la commune de Papeete.

Février

- le 06 • BUDGET - Emprunt :** suite à la visite de la ministre de l'Outre-mer, Madame Penchard, une réunion du comité de suivi du plan de redressement du pays (préconisations du rapport Bolliet) s'est tenue avec le vice-président de la Polynésie française. L'État et le Pays se sont entendus sur les termes d'un accord concernant l'obtention d'un prêt d'un montant de 6 milliards de F.CFP qui permettra de résoudre les problèmes de trésorerie auxquels est confronté le Pays.
- le 10 • TOURISME - Promotion :** la 6^{ème} édition du Salon du tourisme, organisée par le GIE Tourisme s'est tenue du 10 au 12 février 2012. Le GIE Tourisme procède à un appel d'offres de son agence de représentation en France, en vue de promouvoir la destination « Tahiti et ses Îles » sur les marchés France, Suisse romande et Belgique.
- le 11 • TOURISME - Croisières :** le paquebot « Saga Ruby » est en escale à Papeete. Il quittera Papeete le jour même pour se rendre à Bora-Bora avec ses 486 passagers (essentiellement des Britanniques) et ses 400 membres d'équipage.

Mars

- le 01 • ÉNERGIE - Prix :** dans le cadre de la convention de concession de distribution d'électricité qui lie le Pays à EDT, la formule tarifaire a été réactualisée au 1^{er} mars 2012. Elle a également fait l'objet d'une révision pour tenir compte de la montée significative des prix des carburants et éviter une hausse trop importante des tarifs. L'impact global a été évalué à + 3,13 %. Le gouvernement a créé un tarif « petits consommateurs » destiné aux foyers basse tension consommant moins de 300 kWh par mois. Pour les particuliers ayant une consommation mensuelle de l'ordre de 450 kWh par mois, la hausse est de 4,5 % et pour les professionnels, entre 3,6 % et 3,8 %.
- le 01 • Protection sociale - Cotisations :** par arrêté en Conseil des ministres mi-février 2012, le gouvernement a décidé pour le Régime des Non Salariés (RNS), une hausse du taux de cotisations au titre de l'assurance maladie. À compter du 1^{er} mars 2012, celui-ci passe de 8 % à 9,54 %.
- le 15 • BTP - Gare maritime :** la gare maritime de Papeete a été inaugurée, après plus de deux années de travaux. L'ouverture au public se fera début avril. L'instauration de la taxe spécifique pour le fonctionnement de la gare sera répercutée sur les passagers, qui subiront une augmentation du prix des billets de transport de l'ordre de 5 %.
- le 18 • BUDGET - Emprunt :** Après deux refus de la Caisse de prévoyance sociale (CPS), le gouvernement a obtenu de Tikiphone, opérateur local de téléphonie mobile et filiale de l'OPT, un prêt de 5 milliards de F.CFP. Étalé sur une durée de dix ans, il est assorti d'un taux de 4,4 %. Il permet de financer la section investissement du budget 2012 de la collectivité.
- le 18 • PERLICULTURE - Vente aux enchères :** la troisième vente aux enchères internationale de Perles de Tahiti, organisée par le GIE Poe o Rikitea et la Maison de la perle a donné un résultat positif : sur 625 345 perles présentées aux acheteurs, 426 216 pièces réparties en 430 lots (65,7 %) ont été vendues. La valeur totale des lots vendus représente 417 137 227 F.CFP. Les prochaines enchères auront lieu à la fin du mois de juillet 2012.

POINT DE CONJONCTURE

La situation conjoncturelle dans la zone euro reste morose, contrariée par les tensions sur certaines dettes souveraines. L'environnement extérieur de la zone euro semble plus porteur, alimentant ainsi les échanges commerciaux. L'économie américaine est soutenue par un emploi plus robuste (créations d'emplois plus nombreuses depuis novembre), et celle du Japon par des aides publiques à la reconstruction. Quant aux pays émergents leur rythme de croissance ralentit, et les tensions inflationnistes demeurent. Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, notamment avec l'Iran, deuxième plus gros producteur de l'OPEP, ont poussé le prix du baril à des niveaux élevés : depuis la mi-février 2012, il oscille entre 120 et 130 dollars US.

En Polynésie française, l'activité se maintient au premier trimestre 2012, s'appuyant sur les résultats encourageant du dernier trimestre 2011, mais un fléchissement des indicateurs au mois de mars laisse présager un nouveau ralentissement au deuxième trimestre.

Des effectifs touristiques globalement stables

La fréquentation touristique se maintient au premier trimestre 2012 (+ 0,4 % en glissement annuel), stabilité qui résulte de tendances différentes selon les régions. Les arrivées touristiques du premier trimestre 2012 font état d'un retour des touristes métropolitains et d'une hausse des effectifs en provenance de la zone Pacifique. En effet, après quatre années de baisse, le marché français fait son retour (+ 3,1 %) tandis que la zone Pacifique poursuit sa progression (+ 12,2 %) entamée au dernier trimestre 2011. Les marchés japonais (- 17,8 %), canadien (- 8 %) et européen (- 6,6 %) réduisent quant à eux l'impact positif de ces hausses. Enfin, le marché américain (+ 1,4 %) confirme son retour entamé en 2011 : la baisse des croisiéristes américains a été largement compensée par la hausse des touristes terrestres. Les effectifs de ce marché sont dans la moyenne des cinq dernières années (12 000 touristes).

La baisse du nombre de croisiéristes s'explique aussi par une baisse de l'offre en cabine liée à l'absence d'un paquebot de croisière qui avait réalisé sept croisières au premier trimestre 2011. Dans le même temps, les eaux polynésiennes ont accueilli un paquebot international supplémentaire permettant la venue de plus de 15 000 excursionnistes (non comptabilisés comme des touristes), soit le plus haut niveau depuis 2006.

Avec un tourisme terrestre en hausse qui a compensé la chute des croisiéristes, les résultats des hôtels internationaux sont positifs. Le coefficient moyen de remplissage est en légère hausse et atteint 45 %. Le revenu moyen par chambre louée augmente de 1 400 F.CFP et permet au revenu moyen par chambre disponible de monter à 10 500 F.CFP, le plus haut revenu relevé au cours d'un premier trimestre depuis 2007.

En revanche, le coefficient moyen de remplissage des compagnies aériennes perd 3,8 points en glissement annuel. Cette baisse s'explique par le recul du nombre de passagers débarqués à Faa'a malgré l'augmentation de l'offre en sièges par rapport au premier trimestre 2011.

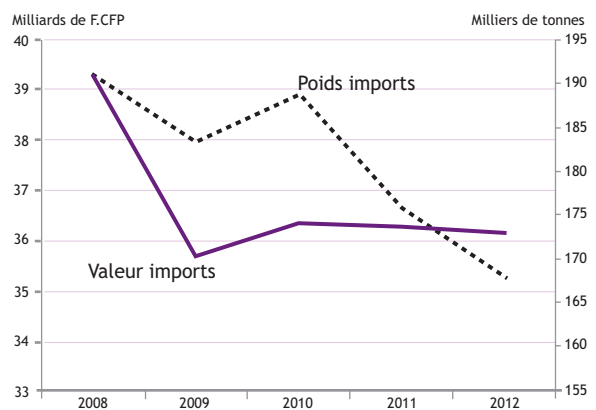
Des échanges commerciaux moroses

Le commerce extérieur polynésien reste marqué, depuis trois ans, par un contexte de hausse des prix et de ralentissement de la consommation, aussi bien au niveau local que mondial. Ainsi, malgré des volumes d'importations qui diminuent au fil du ralentissement de la consommation domestique, la valeur de nos importations se maintient à un niveau élevé. La facture énergétique est particulièrement touchée par ce phénomène avec, au premier trimestre 2012, une baisse de 5 % des volumes importés alors que la valeur correspondante augmente de 17 %. Sans cette hausse, la valeur globale des importations civiles aurait diminué de 3 %. Le cours des matières premières demeure élevé, et se répercute aussi sur le coût des importations de biens intermédiaires.

Parallèlement, certains de nos produits locaux profitent de cette hausse des cours mondiaux, dont l'impact est immédiat. Les cours mondiaux du poisson, du coprah et de la vanille demeurent élevés mais sont relativement stables sur un an. Une hausse de la production a donc permis les bons résultats de ces produits à l'export. Le noni

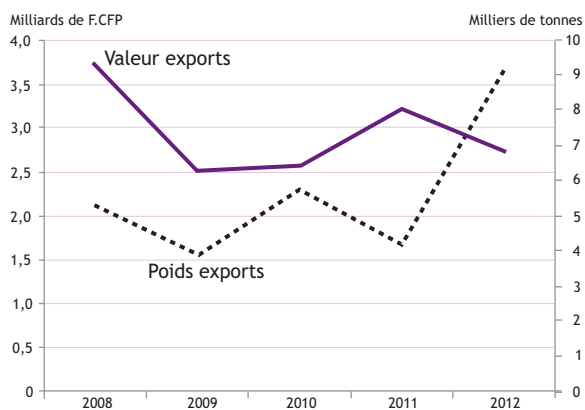
et la nacre affichent les mêmes recettes qu'il y a un an. En revanche, les résultats de la perle de culture brute ne s'améliorent pas malgré une vente aux enchères au mois de mars. Idem pour le monoï qui subit les conséquences négatives de la hausse locale du prix de l'huile de coprah, une des matières premières utilisées dans la fabrication du monoï ; une hausse des coûts de production entraîne une baisse du volume produit et donc des exports.

IMPORTATIONS CIVILES au premier trimestre de chaque année



Sources : Service des Douanes, ISPF

EXPORTATIONS CIVILES au premier trimestre de chaque année



Sources : Service des Douanes, ISPF

ZOOM SUR L'EMPLOI

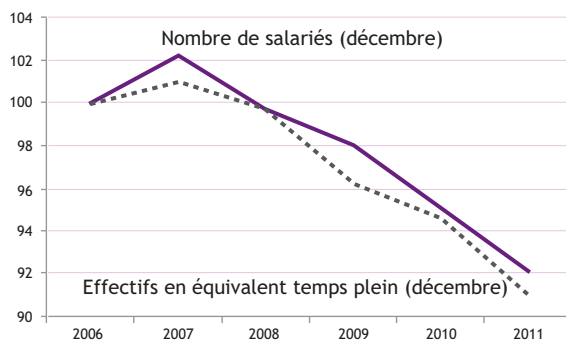
L'emploi salarié déclaré enregistre sa quatrième année consécutive de baisse en 2011, revenant au niveau de 2003, tandis que les indicateurs du marché du travail au premier trimestre 2012 ne laissent pas augurer de reprise rapide de l'emploi.

Le nombre de salariés déclarés à la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS) passe sous les 63 000 personnes fin décembre 2011 (- 3,2 % sur un an), soit la quatrième année consécutive de repli des effectifs qui reviennent au niveau de 2003. Ce niveau est d'autant plus inquiétant si l'on considère les nouveaux actifs qui entrent sur le marché du travail chaque année.

En 2011, les secteurs privé et public se partagent chacun la moitié des destructions de postes. Les activités de la construction et du commerce ont supprimé plus de 400 postes chacun. Les autres activités de services ont détruit 270 postes essentiellement dans les associations, qui sont confrontées aux difficultés et choix financiers du Pays. Enfin les activités spécialisées perdent 200 postes, principalement dans les métiers d'architectes, juristes, comptables. Les effectifs déclarés par les sociétés de travail intérimaire diminuent de 16 % sur un an (- 50 postes). L'industrie a supprimé 60 postes ; les activités industrielles liées à la construction sont les plus concernées.

Les 62 960 salariés déclarés à fin décembre 2011, occupent 54 370 postes en équivalent temps plein (- 4 % sur un an) ; cette baisse plus rapide du nombre de postes illustre le recours aux contrats à temps partiel. Cette tendance est toutefois moins marquée en 2011, avec un horaire moyen (soit la durée du travail par tête) qui demeure relativement stable (- 0,4 %). Quant aux heures travaillées, elles diminuent pour la quatrième année consécutive (- 3 % en 2011).

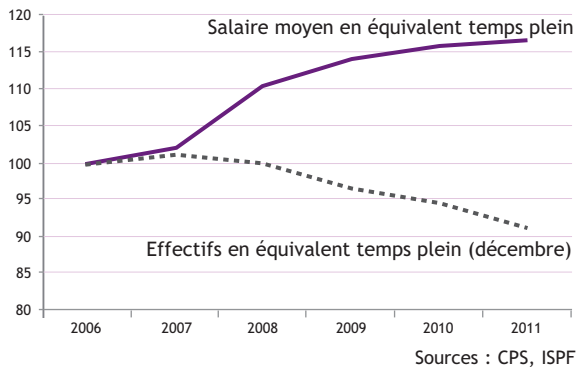
POSTES ET SALARIÉS Indice base 100, décembre 2006



Sources : CPS, ISPF

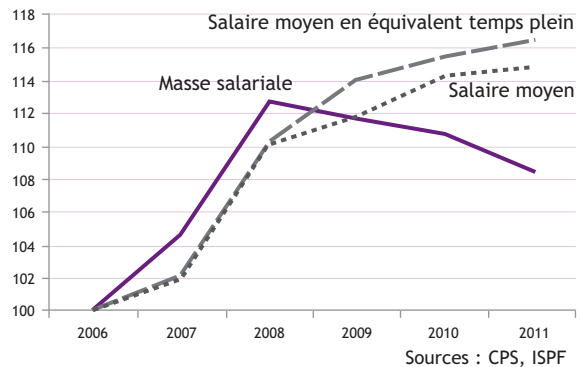
POSTES ET SALAIRE MOYEN

Indice base 100, décembre 2006



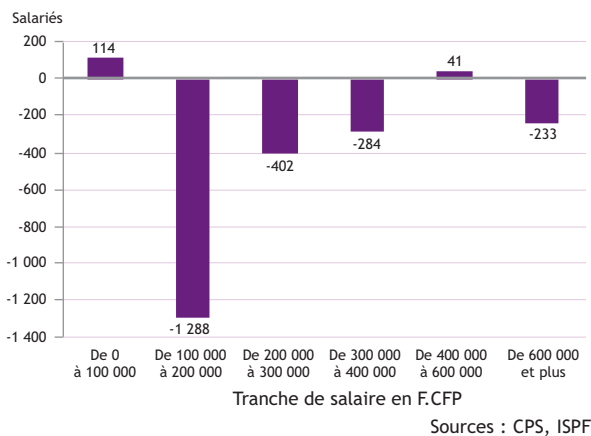
MASSE SALARIALE ET SALAIRE MOYEN

Indice base 100, décembre 2006



Parallèlement à la baisse des effectifs, le **salaire moyen** (en équivalent temps plein) continue sa progression (+ 1 % en 2011, soit 267 000 F.CFP). Ces évolutions s'expliquent par des **suppressions d'emploi plus nombreuses sur les postes à bas salaire (inférieur au salaire moyen)** ; le nombre de salariés dont les salaires sont situés entre 100 000 F.CFP et 150 000 F.CFP diminue de 16 %, soit 1 120 personnes en moins, la moitié des suppressions d'effectifs en 2011.

SALARIÉS DECLARÉS À LA CPS PAR TRANCHE DE SALAIRE EN 2011



Cette tendance se constate aussi sur la baisse de la masse salariale (- 2 % en 2011) alors que le salaire moyen continue d'augmenter.

L'indice du climat des affaires publié par l'IEOM et l'évolution du marché du travail au cours du premier trimestre 2012 n'annoncent pas d'embellie à court terme, d'autant que le Pays est dans une période préélectorale ; compte tenu de l'incertitude économique et politique qui pèse, les employeurs peuvent faire preuve d'attentisme et retenir plus longtemps les suppressions d'emploi ou les embauches selon les perspectives d'activité.

Les indicateurs du marché du travail confirment cet attentisme des employeurs au cours du premier trimestre.

Les chiffres du service de l'emploi (SEFI) à fin mars 2012 font état d'une **forte hausse du nombre de demandeurs n'ayant pas trouvé d'emploi**. Ce chiffre atteint en effet un nouveau record à plus de 10 700 personnes (+ 21 % sur un an, + 16 % pour le seul mois de mars). Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi normal qui semblait se ressaisir en janvier et février repasse sous la barre des 200 offres en mars. Ces tendances au premier trimestre sont confirmées par l'indice de l'emploi salarié marchand qui repart à la baisse en mars (- 1 %) après trois mois de hausse.

Par rapport à fin mars 2011, le **nombre de demandeurs inscrits depuis plus d'un an a été multiplié par quatre** (soit 430 personnes) et ceux inscrits depuis 6 à 12 mois sont deux fois plus nombreux (1 100). La progression du nombre de personnes inscrites depuis moins de 6 mois est relativement moins forte. Ce sont les personnes inscrites depuis moins de trois mois qui représentent le plus gros des effectifs (+ 13 %, soit 7 800 personnes).

La part des bacheliers et des étudiants inscrits au SEFI a augmenté au cours des cinq dernières années et représente aujourd'hui 36 % des demandes non satisfaites, tandis que les demandeurs n'ayant pas leur baccalauréat voient leur part diminuer progressivement, de 73 % il y a cinq ans, à 64 % aujourd'hui.

Les quatre principaux motifs d'inscription sont toujours les mêmes, mais observent des évolutions différentes : les personnes qui reprennent une activité après une période d'inactivité sont en forte progression sur un an

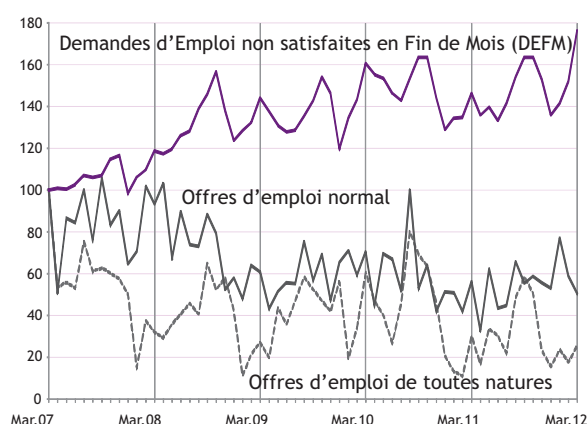
(+ 43 %), et les personnes en fin de contrat augmentent de 9 %. Quant aux personnes cherchant à faire un stage de formation, et les premières demandes d'emploi, elles sont en baisses respectives de 3 % et 9 %.

Enfin, les demandeurs résidant à Tahiti sont en hausse de 26 % par rapport à mars 2011, tandis que ceux des archipels éloignés sont nettement moins nombreux.

Les offres d'emploi normal augmentent de 25 % par rapport au premier trimestre 2011, avec 710 postes offerts, ce qui demeure malgré tout sous la moyenne des cinq dernières années (740) et des dix dernières années (820). Ces offres, spontanées de la part des employeurs, concernent à 70 % des remplacements (30 % sont des créations de postes), et sont aussi bien en CDD qu'en CDI (50 % chacun). Deux tiers des offres s'adressent à des demandeurs ayant au moins un CAP, et le tiers restant n'exige aucun diplôme. Les principaux domaines de compétences recherchés restent ici aussi les mêmes que les années précédentes (hôtellerie-restauration-tourisme, économie-gestion, commerce) et sont tous en hausse excepté le BTP dont les offres d'emploi sont en baisse depuis 2006. Les offres d'emploi émanant des activités de sécurité, prévention et surveillance, en plein essor ces dernières années, sont en forte baisse début 2012.

Les offres d'emploi aidé du secteur marchand augmentent de 9 % à 420 postes au cours du premier trimestre, niveau équivalent à la moyenne des dix dernières années. Le nombre de postes maintenus grâce à l'Incitation au Maintien de l'Emploi augmente de 9 % sur un an, soit 1 630 postes. Depuis son lancement en juin 2009, cette mesure touche tous les secteurs d'activité.

OFFRES ET DEMANDES D'EMPLOI
Indice base 100, mars 2007



Sources : CPS, ISPF

LE BAROMÈTRE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

		Moyenne trimestrielle	Tendance par rapport à la moyenne	
			du trimestre précédent	du même trimestre de l'année précédente
EMPLOI données brutes - sources : SEFI, CPS, ISPF				
Taux de chômage	Recensement de la population 2007	11,7 %	-	-
Emploi salarié (secteur privé)	4 ^{ème} trimestre 2011	39 396	↘ -1,1 %	↘ -16,4 %
DEFM	1 ^{er} trimestre 2012	9 528	↘ 3,9 %	↗ 13,1 %
Offres d'emploi normal	1 ^{er} trimestre 2012	237	↗ 10,9 %	↗ 25,2 %
Heures travaillées (secteur privé)	4 ^{ème} trimestre 2011	6 657 854	↘ -1,1 %	↘ -0,5 %
ENTREPRISES données brutes - source : ISPF				
Créations (champs ICS)	1 ^{er} trimestre 2012	155	↘ -27,1 %	→ 0,0 %
Radiations (champs ICS)	1 ^{er} trimestre 2012	226	↘ 22,4 %	↗ 42,5 %
TOURISME sources : ISPF				
Taux d'occupation des hôtels	1 ^{er} trimestre 2012	45,0 %	↘ -17,4 %	↗ 1,2 %
Nuitées totales	1 ^{er} trimestre 2012	164 197	↘ -18,8 %	↗ 4,7 %
BTP données brutes - sources : Service des Douanes, ISPF				
Importations de ciment (tonnes)	1 ^{er} trimestre 2012	8 860	↗ 51,8 %	↘ -18,4 %
CONSOMMATION données brutes - sources : Service des Contributions, ISPF				
Immatriçulation de véhicules neufs	1 ^{er} trimestre 2012	1 015	↘ -13,0 %	↘ -3,0 %
PRIX sources : INSEE, IEOM, ISPF				
Indice des prix (base 100 décembre 2007)	1 ^{er} trimestre 2012	105,69	↘ -0,04 %	↗ 1,6 %
Masse monétaire M3 (millions de F.CFP)	1 ^{er} trimestre 2012	391 581	↗ 2,2 %	↗ 2,1 %

Légende : amélioration, dégradation, Stable

TABLEAU DE BORD GÉNÉRAL

COMMERCE EXTÉRIEUR

Sources : Service des Douanes, ISPF

<i>en millions de F.CFP</i>	mars 2011	janv. 2012	févr. 2012	mars 2012	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Importations civiles (valeur CAF)	14 226	11 825	12 573	11 766	- 17,3 %	- 0,3 %
Exportations locales (valeur FAB)	1 096	346	933	1 263	+ 15,2 %	+ 1,2 %
dont perle de culture brute	822	115	571	812	- 1,2 %	- 15,9 %
nono	54	8	40	83	+ 53,1 %	- 0,4 %
poisson	28	61	77	97	+ 244,8 %	+ 151,7 %
Balance commerciale (Exportations - Importations)	-13 130	-11 479	-11 640	-10 503	- 20,0 %	- 0,4 %
Taux de couverture réel (Exportations/Importations)	7,7 %	2,9 %	7,4 %	10,7 %	+ 3,03	+ 0,10

TOURISME

Sources : Service d'Etat à l'Aviation Civile, ISPF

	mars 2011	janv. 2012	févr. 2012	mars 2012	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Nombre de touristes	12 304	10 238	11 523	13 075	+ 6,3 %	+ 0,4 %
dont Américains (y.c. Hawaii)	4 293	3 291	3 840	4 655	+ 8,4 %	+ 1,4 %
Français	2 697	1 738	2 643	3 035	+ 12,5 %	+ 3,1 %
Nombre de nuitées	166 861	153 361	156 627	182 603	+ 9,4 %	+ 4,7 %
Durée moyenne de séjour (jours)	13,6	15,0	13,6	14,0	+ 3,0 %	+ 4,7 %
Recette Moyenne par Chambre occupée Hôtels Internationaux (F.CFP)	22 376	24 428	22 540	23 140	+ 3,4 %	+ 6,6 %
Coefficient Moyen de Remplissage - Hôtels Internationaux	47,8 %	40,0 %	46,4 %	48,4 %	0,60	0,01
Passagers débarqués à Faa'a (vols réguliers)	18 211	22 653	16 554	18 026	- 1,0 %	- 2,1 %

EMPLOI

Sources : CPS, SEFI, ISPF

	déc. 2010	oct. 2011	nov. 2011	déc. 2011	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Effectifs salariés (équivalent temps plein) <i>tous secteurs</i>	56 528	53 949	53 999	54 431	- 3,7 %	- 3,9 %
Effectifs salariés (équivalent temps plein) <i>secteur privé</i>	39 946	39 238	39 233	39 715	- 0,6 %	- 0,7 %
Salaire Moyen (équivalent temps plein) <i>tous secteurs</i>	334 314	259 117	261 320	331 026	- 1,0 %	+ 0,1 %
Salaire Moyen (équivalent temps plein) <i>secteur privé</i>	315 911	231 342	234 441	327 293	+ 3,6 %	+ 3,0 %
Heures travaillées <i>tous secteurs</i>	9 553 220	9 117 355	9 125 826	9 198 768	- 3,7 %	- 3,9 %
Heures travaillées <i>secteur privé</i>	6 750 801	6 631 249	6 630 435	6 711 880	- 0,6 %	- 0,7 %

	mars 2011	janv. 2012	févr. 2012	mars 2012	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Demandes (nouvelles inscriptions)	2 763	2 745	2 756	2 969	+ 7,5 %	+ 10,1 %
Primo-demandeurs	498	442	480	516	+ 3,6 %	+ 6,6 %
Demandes d'Emploi non satisfaites en Fin de Mois (DEFM)	8 887	8 613	9 235	10 737	+ 20,8 %	+ 13,1 %
Nouvelles Offres d'Emploi Normal	214	293	224	193	- 9,8 %	+ 25,2 %
Nouvelles Offres d'emploi aidé <i>secteur marchand</i>	251	99	112	209	- 16,7 %	+ 9,4 %

CONSOMMATION DES MÉNAGES

Sources : Service des Contributions, Service des Transports Terrestres, ISPF

	10T04	11T02	11T03	11T04	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Chiffre d'affaires des commerces (en millions de F.CFP)	55 383	46 012	49 757	54 847	//	- 1,0 %

	mars-11	janv-12	févr-12	mars-12	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Immatriculations Véhicules neufs	351	320	322	374	+ 6,6 %	- 2,8 %

ENTREPRISES

Champ ICS : Industrie - Commerce - Services

Source : ISPF

	mars 2011	janv. 2012	févr. 2012	mars 2012	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Créations ICS	141	130	202	196	+ 39,0 %	+ 3,3 %
Radiations ICS	219	220	188	186	- 15,1 %	+ 0,8 %
Stock ICS	21 336	21 485	21 795	21 888	+ 5,0 %	+ 1,6 %
Stock global	54 115	55 498	56 251	56 445	+ 2,0 %	+ 3,7 %

PRIX À LA CONSOMMATION

Source : ISPF

	mars-11	janv-12	févr-12	mars-12	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Indice Général (base 100 - déc. 2007)	104,26	105,70	105,58	105,78	+ 1,5 %	+ 1,6 %
Indice Ouvrier (base 100 - déc. 2007)	105,97	107,31	107,13	107,34	+ 1,3 %	+ 1,5 %
Indice Hors Transport Aérien International (base 100 - déc. 2007)	104,75	106,14	105,91	106,07	+ 1,3 %	+ 1,5 %
Index BTP (base 100 - déc. 2010)	100,34	102,48	102,43	102,76	+ 2,4 %	+ 2,4 %
Index TPG (base 100 - déc. 2010)	102,15	106,79	106,85	107,05	+ 4,8 %	+ 5,9 %

Var T/T-4 : cumul (ou moyenne selon nature des données) des 3 derniers mois / cumul (ou moyenne) des 3 mêmes mois de l'année précédente.
nd : non disponible

DÉFINITIONS

Demandes d'emploi non satisfaites en fin de mois (DEFM) : stock de demandeurs d'emploi n'ayant pas obtenu satisfaction à une date arrêtée (en l'occurrence à la fin du mois).

Primo-demandeurs d'emploi : demandeurs d'emploi qui s'inscrivent pour la première fois au Service de l'Emploi, de la Formation et de l'Insertion Professionnelles (SEFI).

Offres d'emploi aidé : ces offres proposent des contrats qui s'inscrivent dans un dispositif de soutien à l'emploi (Apprentissage, Stage pour Handicapés, Contrat pour Travailleurs Handicapés, Incitation à la Création ou à la Reprise d'Activité, etc.).

Offres d'emploi normal : offres d'emploi qui ne correspondent ni à des stages, ni à des emplois aidés. Offres d'emploi spontanées de la part des employeurs.

Créations d'entreprises : il s'agit des créations nouvelles d'entreprises ; ne sont donc pas prises en compte les reprises ou réactivations d'entreprise.

Radiations d'entreprises : il s'agit des entreprises qui ne sont plus actives. Cela n'implique pas forcément une défaillance d'entreprise (dépôt de bilan) ou encore la notion plus large de cessation (arrêt total de l'activité). Une entreprise radiée peut être réinscrite ultérieurement (uniquement pour les personnes physiques).

Champ ICS : le champ ICS comprend l'ensemble des secteurs marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services.

Chiffres d'affaires des commerces de détail : ils sont issus des déclarations mensuelles ou trimestrielles de TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) recueillies par le Service des Contributions depuis le 1er janvier 1998 (date de la mise en place de la taxe). Les déclarations annuelles, concernant des entreprises de petite taille, ne sont pas prises en compte.

Immatriculation de véhicules neufs : nombre de nouveaux véhicules quatre roues achetés par les consommateurs sur le territoire.

Produit Intérieur Brut (PIB) : il se compose de la production marchande augmentée de la valeur ajoutée du secteur non marchand, conventionnellement valorisée par les charges de personnel des administrations et des services domestiques.

Taux de chômage : c'est le rapport du nombre de chômeurs au nombre d'actifs (actifs occupés, militaires et chômeurs).

Taux directeur : taux pratiqués par les banques centrales pour leurs opérations sur le marché monétaire. Les taux directeurs fixent le « coût de l'argent » sur le marché monétaire. Une hausse du taux directeur peut mener vers une nouvelle appréciation de la devise concernée.

Masse monétaire : ensemble des moyens de règlement en usage dans un pays (disponibilités monétaires et quasi-monétaires).

Cours moyen des changes : moyenne mensuelle des cours de change moyens par journée.

Indice boursier : mesure statistique calculée par le regroupement des valeurs des titres de plusieurs sociétés. L'indice boursier sert généralement à mesurer la performance d'une bourse ou d'un marché.

- **DOWJONES (États-Unis) :** le Dow Jones Industrial Average est le plus vieil indice boursier du monde. Il comprend 30 entreprises importantes qui varient dans le temps. C'est l'unique indice boursier au monde à être pondéré sur la valeur des actions le composant et non sur leur capitalisation boursière.

- **EUROSTOXX 50 (Zone Euro) :** il regroupe les 50 sociétés ayant la plus grande capitalisation boursière au sein de la zone Euro.

- **NIKKEI 225 (Japon) :** le Nikkei 225 est le principal indice boursier de la bourse de Tokyo. Le terme Nikkei est l'abréviation de « Nihon Keizai Shinbun », le nom du quotidien économique qui publie cet indice. Il est composé de 225 sociétés.

Signes conventionnels utilisés

// : absence de résultat due à la nature des choses.

ns : chiffre non significatif.

nd : chiffre non disponible.

06T03 : 3^{ème} trimestre de l'année 2006.

Var. M/M-12 représente la variation entre les deux mêmes mois de deux années consécutives.

Var. T/T-4 représente la variation entre les deux mêmes trimestres de deux années consécutives. Suivant la nature des données, la valeur d'un trimestre est calculée :

- par un cumul (somme) des données des 3 mois du trimestre, s'il s'agit d'un flux (ex : demandes d'emploi, nombre de touristes, importations, créations d'entreprises etc.)

- par une moyenne des données des 3 mois du trimestre, s'il s'agit d'un stock (ex : DEFM, stock d'entreprises, effectifs salariés, etc.)

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR WWW.ISPF.PF